



Communiqué de presse

Une mobilisation réussie pour la défense des intérêts professionnels des psychologues de la Fonction publique

Le 9 octobre 2025, l'intersyndicale des psychologues de la fonction publique –UFICT-CGT des services publics, UFMICT-CGT Santé action sociale, FSU, FFPP, SFP - se sont rassemblés au Ministère de la Fonction Publique dans une représentation unitaire de nos différents champs d'exercice : psychiatrie, protection de l'enfance, santé, solidarité, justice, enseignement, collectivités territoriales, hôpitaux, EPAHD, centres médico-sociaux et sociaux, travail, Insertion, handicap....

A cette occasion, la ministre démissionnaire de la Fonction Publique est venue à notre rencontre. Elle a manifesté son intérêt concernant notre profession et a proposé de nous recevoir la semaine prochaine ou de transmettre nos revendications à son successeur.

L'intersyndicale revendique la prise en compte de la santé psychique, la prévention, le prendre soin, dans tous nos champs d'exercice, la revalorisation des salaires et des recrutements conséquents, le respect de la fonction et du statut, l'abandon de la politique du chiffre, le respect de la déontologie des psychologues.

Ces revendications ont été illustrées par les nombreux témoignages lors de l'assemblée générale qui a suivi, les constats étant partout les mêmes : externalisation, pénurie chronique, perte des postes, introduction du libéral dans les missions de service public, souffrance au travail et déficit d'attractivité. Rappelons que seuls les psychologues du service public accueillent tous les usagers inconditionnellement, y compris les plus vulnérables. De plus, ils travaillent en équipe pluridisciplinaire et en partenariat, en tenant compte de l'environnement global de la personne.

Malgré le contexte dégradé et de souffrance au travail, notre mobilisation a été relayée largement par les médias. Il ne faut pas en rester là. Au regard de la dynamique enclenchée, **l'intersyndicale a décidé de poursuivre prochainement le mouvement par des actions locales et invite les personnels de la fonction publique à se joindre aux mobilisations pour faire connaître nos légitimes revendications.**

Montreuil, le 9 octobre 2025